

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

LUTTE CONTRE LE PIRATAGE NUMERIQUE : APPLICATION STRATEGIQUE DES DROITS LOI GRACE AU BLOCAGE DNS/IP ET AUX OUTILS OSINT

*Contribution établie par M. Andrius Katinas, chef de la Division de la supervision, Commission de la radio et de la télévision de Lituanie, Vilnius, Lituanie**

RESUME

Cette contribution décrit le modèle d'application de la loi adopté par la Commission de la radio et de la télévision de Lituanie pour lutter contre les atteintes au droit d'auteur commises en ligne, combinant le blocage DNS (système des noms de domaine) et IP (protocole Internet) avec des enquêtes de renseignement open source (OSINT). La commission a mis en œuvre une série de mesures telles que le blocage DNS, le blocage des sites miroirs et des adresses IP associées, des amendes pour atteinte au droit d'auteur et le gel des comptes bancaires liés à des activités de piratage. La contribution met également en avant des exemples de réussite en matière d'application des droits en 2025 et émet l'hypothèse que l'approche unique adoptée par la Lituanie pour protéger le droit d'auteur et les droits connexes en ligne pourrait être reproduite dans d'autres ressorts juridiques.

* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. INTRODUCTION RADIO AND TELEVISION COMMISSION OF LITHUANIA

1. La Commission de la radio et de la télévision de Lituanie (ci-après dénommée la “commission”) est l’autorité nationale de réglementation des services audiovisuels. L’une de ses fonctions consiste à lutter contre le piratage numérique. Depuis 2019, la commission s’efforce de protéger le droit d’auteur en ligne. Cela implique la mise en œuvre du blocage du système de noms de domaine (DNS), suivie du blocage des sites miroirs pirates et des adresses IP, ainsi que l’imposition d’amendes pour atteintes au droit d’auteur et aux droits connexes. La commission a gelé des comptes bancaires utilisés pour monétiser les activités de piratage, supprimé des URL, des noms de domaine et des adresses IP du moteur de recherche Google, retiré des publicités des sites Web pirates (en utilisant également la plateforme WIPO ALERT) et suspendu des services illégaux de télévision sur IP (IPTV) sur les plateformes Google Play et Apple Store.

2. La commission a bloqué plus de 400 noms de domaine et 7 000 adresses IP sur lesquels du contenu protégé par le droit d’auteur était publié sans le consentement des titulaires de droits. Depuis 2023, elle a également infligé des amendes dans plus de 250 cas d’atteintes au droit d’auteur. Afin de garantir l’efficacité du processus de blocage, la commission a mis au point un système centralisé et automatisé de blocage des domaines qui réduit au minimum le risque d’erreur humaine. Le système transmet automatiquement des instructions contraignantes aux fournisseurs d’accès à l’Internet. Lorsque la commission identifie une infraction, telle qu’un site “miroir” d’un domaine de piratage précédemment bloqué, l’instruction est transmise simultanément à tous les fournisseurs. Lorsqu’elle décide de restreindre l’accès à certains noms de domaine ou adresses IP, cette information est téléchargée dans un système centralisé. Dans les 20 minutes, les noms de domaine ou adresses IP sont automatiquement bloqués (ou débloqués dans le même délai).

3. L’année 2025 a été fructueuse pour la commission en termes d’application des droits : plusieurs décisions concernant des services IPTV illégaux ont été prises, notamment :

a) La commission a infligé une amende de 10 000 euros au fournisseur de services d’hébergement UAB Melbikomas pour avoir enfreint les sanctions de l’Union européenne (UE), notamment pour l’hébergement et la diffusion en continu illégaux de plus de 50 chaînes sportives¹. Il s’agissait de la première affaire en Lituanie visant un hébergeur pour avoir permis la distribution de contenus illégaux. Après une atteinte commise en 2023, l’enquête de 2025 a révélé la poursuite de l’hébergement de contenus enfreignant les sanctions.

b) Le tribunal régional de Vilnius a confirmé l’amende de 1 900 euros infligée par la commission à la société UAB Consilium Optimum pour diffusion illégale de programmes Go3. Il a été établi que la société avait diffusé illégalement des programmes tels que Go3 Sport, Go3 Sport 2 et Go3 Sport Open à ses abonnés. La commission a infligé cette amende en vertu de l’article 122.3) du Code des infractions administratives de Lituanie, pour diffusion publique illégale de contenus protégés par le droit d’auteur ou des droits connexes. Le tribunal a confirmé la décision en juin 2025, rejetant le recours de la société et confirmant que les mesures prises par la commission étaient légales et justifiées.

c) La commission a infligé une amende de 3 100 euros à un particulier en vertu de l’article 515.1) du Code des infractions administratives, pour non-respect des sanctions internationales, en raison d’une violation des sanctions de l’UE². Le particulier concerné avait illégalement diffusé des chaînes de télévision interdites via un site Web, dans un bouquet comprenant plus de 30 chaînes sportives et d’autres contenus provenant de diffuseurs soumis à des sanctions de l’UE.

¹ <https://www.rtk.lt/en/news/rtcl-fines-hosting-provider-eur10-000-for-breaching-eu-sanctions>

² <https://www.rtk.lt/lt/naujienos/lrtk-skyre-didziule-bauda-uz-es-sankciju-pazeidima>

Ces mesures coercitives s'inscrivaient dans le cadre d'une mission en cours visant à empêcher la retransmission de contenus interdits et à garantir le respect des sanctions internationales dans le pays.

II. INFORMATIONS ISSUES DE SOURCES OUVERTES : UNE APPROCHE MODERNE DES ENQUÊTES SUR LES ATTEINTES AU DROIT D'AUTEUR

4. Parmi les mesures réglementaires classiques, la commission a développé des compétences en matière d'informations issues de sources ouvertes (OSINT) pour traquer les auteurs d'atteintes commises en ligne. L'expérience montre que les intermédiaires en ligne fournissant des services tels que l'hébergement, les VPN, les transactions financières en ligne, les services d'hébergement en nuage et les résolveurs DNS sont au cœur des enquêtes sur les atteintes au droit d'auteur. Pour traquer les atteintes numériques, la commission utilise des outils tels que domaintools.com, oxylabs.io, epieos.com, Wireshark et SimilarWeb afin d'identifier les auteurs et d'évaluer les activités illégales.

5. Les fonctionnaires de la commission organisent ou participent également à des formations sur l'OSINT destinées aux juges nationaux et européens, aux experts en informatique, aux autorités de réglementation nationales, aux procureurs et aux forces de police. La commission estime que le partage des bonnes pratiques et du savoir-faire a considérablement facilité le suivi des atteintes numériques.

III. LES ATTEINTES AU DROIT D'AUTEUR EN TANT QUE MENACE HYBRIDE : FUITES DE DONNÉES PERSONNELLES

6. La commission a constaté que le piratage en Lituanie est étroitement lié à la fuite de données personnelles. Au cours de l'année 2019 ou 2020, le service lituanien illégal de diffusion en continu de films Filmai.in a été victime d'une fuite de données qui a exposé 645 000 adresses électroniques, noms d'utilisateur et mots de passe en clair. La base de données piratée est disponible sur le darknet³. Lorsqu'un utilisateur s'inscrit sur un site Web pirate, ses administrateurs reçoivent des données pouvant inclure l'adresse IP, indiquant la localisation de l'utilisateur, le fournisseur d'accès à l'Internet, les mots de passe, les pseudonymes (noms d'utilisateur), les adresses électroniques et les numéros de téléphone. Si les services sont payants, les utilisateurs laissent également leurs coordonnées bancaires. Étant donné que les administrateurs de sites de piratage ne respectent même pas les exigences minimales en matière de sécurité des données, sans parler des atteintes au droit d'auteur, les données personnelles des utilisateurs se retrouvent sur le marché noir, où elles sont vendues ou distribuées gratuitement. Ces données sont extrêmement utiles, par exemple, aux fraudeurs financiers, qui les utilisent pour cibler leurs victimes. Par conséquent, outre l'atteinte au droit d'auteur, il existe également un risque d'utilisation illégale des données personnelles, de fraude et d'usurpation d'identité. Il a même été constaté que des fonctionnaires s'étaient inscrits sur le site Filmai en utilisant des adresses électroniques officielles, ce qui a suscité des inquiétudes en matière de sécurité, telles que le risque d'accès non autorisé aux institutions de l'État, la signature de documents ou la réponse aux demandes des citoyens. Le site Web est désormais bloqué, mais des informations sensibles telles que des mots de passe ont été rendues publiques⁴.

³ Have I Been Pwned (2026). Filmai.in Data Breach. Disponible à l'adresse <https://haveibeenpwned.com/Breach/FilmaiIn>.

⁴ Jokubaitis, Marius (20 février 2021). Kaip rodo nutekinti „Filmai.in“ duomenys, piratinėje svetainėje naudodami Seimo ar ministerijų el. adresus registravosi ir valdžios atstovai. LRT. Disponible à l'adresse https://www.lrt.lt/naujienos/lietuvoje/2/1348778/kaip-rodo-nutekinti-filmai-in-duomenys-piratineje-svetaineje-naudodami-seimo-ar-ministeriju-el-adresus-registravosi-ir-valdzios-atstovai?srsId=AfmBOoraquyysUNo3f3V_Ha8nWCZB3eDiryazKGCNFi-_qr4e249ggD (en lituanien uniquement).

IV. L'ATTEINTE AU DROIT D'AUTEUR EN TANT QUE MENACE HYBRIDE : LA DESINFORMATION

7. La commission surveille également les diffuseurs illégaux de chaînes de télévision sur l'Internet (IPTV), qui opèrent souvent depuis des pays hostiles. Pour ce faire, elle utilise l'outil d'optimisation pour les moteurs de recherche SimilarWeb afin de surveiller automatiquement les services IPTV illégaux enregistrant le plus fort trafic d'utilisateurs. Elle procède ensuite à une analyse manuelle des noms de domaine, des adresses IP et des intermédiaires Internet (tels que les fournisseurs d'hébergement, les proxys et les VPN) afin d'appliquer les mesures appropriées. Ces chaînes comprennent des médias sanctionnés par l'UE qui non seulement diffusent de la propagande et de la désinformation, mais retransmettent également de nombreuses chaînes nationales et des événements sportifs en direct sans le consentement des détenteurs des droits. En bloquant les diffusions pour cause d'atteinte au droit d'auteur, la commission bloque également l'accès à des informations hostiles (et vice versa), ce qui constitue une méthode de guerre hybride.

V. CONCLUSION

8. Depuis 2020, la Commission a mis en place un cadre juridique national solide et des capacités informatiques pour protéger le droit d'auteur et les droits connexes en ligne. Compte tenu de la situation géopolitique du pays et de son historique en matière de pratiques juridiques relatives aux atteintes au droit d'auteur, la commission a établi une approche distinctive pour traiter ces atteintes, qui pourrait servir de modèle à d'autres autorités nationales et aux titulaires de droits.

[Fin de la contribution]